



BANQUE des
TERRITOIRES



Tendances Les investissements publics sur l'eau

Edition 2025

aquagir
le programme

Préambule

Pour comprendre la dynamique d'investissement des collectivités dans le secteur de l'eau, la Banque des Territoires a lancé une vaste étude basée sur l'analyse de la commande publique. Elle a recensé et modélisé l'ensemble des consultations publiques liées aux investissements en faveur du cycle de l'eau depuis 2019.

Si la commande publique ne capte pas l'ensemble des investissements publics, elle reste un bon indicateur des tendances du secteur. Soucieuse de soutenir l'écosystème de l'eau dans son travail de sensibilisation des territoires, la Banque des Territoires a choisi de rendre publiques les conclusions de cette étude.

Bonne lecture à toutes et tous !

Édito

Nous constatons que les territoires ont maintenu un niveau d'investissement globalement stable sur l'eau au cours du mandat municipal actuel. Cela interpelle alors que **le patrimoine bâti et naturel du secteur nécessite plus que jamais une gestion active.**

La préservation et le partage de la ressource deviennent de plus en plus stratégiques, les exigences réglementaires se renforcent et **le "mur d'investissement" se rapproche.** Rappelons que le besoin d'investissement supplémentaire par rapport à la situation actuelle, sur le périmètre de l'eau potable et de l'assainissement, est estimé à 4,6 Md€/an !

En appui des élus et collectivités locales pour accélérer, la Banque des Territoires a conscience des difficultés auxquelles les territoires font face. Elle souhaite néanmoins, à travers cette étude, **contribuer à une compréhension partagée de la situation**, afin de réduire l'écart entre les besoins ressentis et les investissements réalisés.

Elle œuvre avec ses partenaires pour **une ressource en eau préservée en quantité et en qualité**, grâce à son programme aquagir proposant un appui aux territoires allant de la sensibilisation au financement des projets avec de nombreuses ressources.

**N'attendons pas qu'il soit trop tard pour se jeter à l'eau !
Rejoignez le programme aquagir pour agir ensemble !**



— Kosta Kastrinidis
directeur des prêts de la Banque des Territoires

Les idées à retenir



Stabilité de la commande publique

Autour de 5,3 Md€/an pour les marchés publics et 7 Md€/an si l'on y ajoute les DSP. Dans le même temps, les besoins augmentent et les déficits d'investissement sont de plus en plus documentés.



80/20 – Une prédominance en valeur des consultations liées au petit cycle de l'eau

(eau potable et assainissement) qui représentent 80 % du montant global vs 20 % pour le grand cycle (Gestion des milieux et prévention des inondations ou « GEMAPI » et eaux pluviales).



Gel des transferts

Les transferts de compétences au profit des EPCI et syndicats mixtes en 2020 se sont traduits par une concentration des acteurs du marché, un recul du poids des communes et une accélération des consultations dans les territoires qui ont le plus transféré. La suspension de l'obligation de transfert de 2025 risque de prolonger le statu quo actuel.



Fragmentation

Même si les transferts se sont accompagnés d'une hausse de la taille moyenne des opérations, le secteur reste très atomisé avec 85 % des lots inférieurs à 500 K€.



Polarisation

Les consultations liées au grand cycle de l'eau (GEMAPI et eaux pluviales) sont fortement concentrées dans les territoires les plus fortement exposés aux risques de sécheresse, d'inondation ou de recul du trait de côte.



Prémices

La Réutilisation des eaux usées traitées (REUT) reste encore faible, avec surtout des consultations destinées à établir des diagnostics ou préparer d'éventuels futurs projets.



Dynamisme

Les grandes régies urbaines ont sensiblement augmenté les montants de leur commande publique entre 2020 et 2024.



Montée en connaissances

Les marchés publics de prestations intellectuelles ont augmenté, particulièrement chez les EPCI, témoignant d'une volonté de mieux cerner les enjeux en vue de futurs projets « en incubation », selon l'effet d'entraînement que nous avons pu constater. En effet, les collectivités ayant publié des marchés publics de prestations intellectuelles sont plus nombreuses à publier des marchés publics de travaux dans les années qui suivent.



Spécificité des modèles économiques

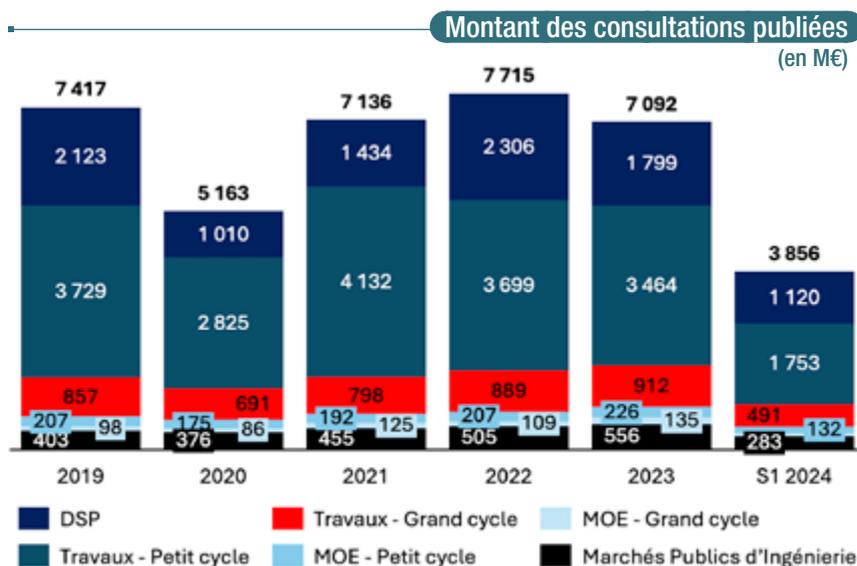
L'analyse des projets financés par la Banque des Territoires montre que les projets liés au grand cycle de l'eau sont plus fortement financés par de la subvention (44 % contre 25 % sur le petit cycle) et moins fortement financés par de l'emprunt (60 % contre 44 % sur le petit cycle) ou des fonds propres (12 % contre 16 % sur le petit cycle).

Une stabilité du paysage de la commande publique depuis 2019

Des montants investis constants

Le montant des consultations publiées (5,3 Md€/an, hors DSP) ainsi que l'équilibre entre petit (80 %) et grand (20 %) cycles sont globalement stables depuis 2019 – à l'exception de l'année 2020 marquée par la pandémie de Covid-19 et les élections municipales.

Dans le même temps, les besoins augmentent et les déficits d'investissement sont de plus en plus documentés*.



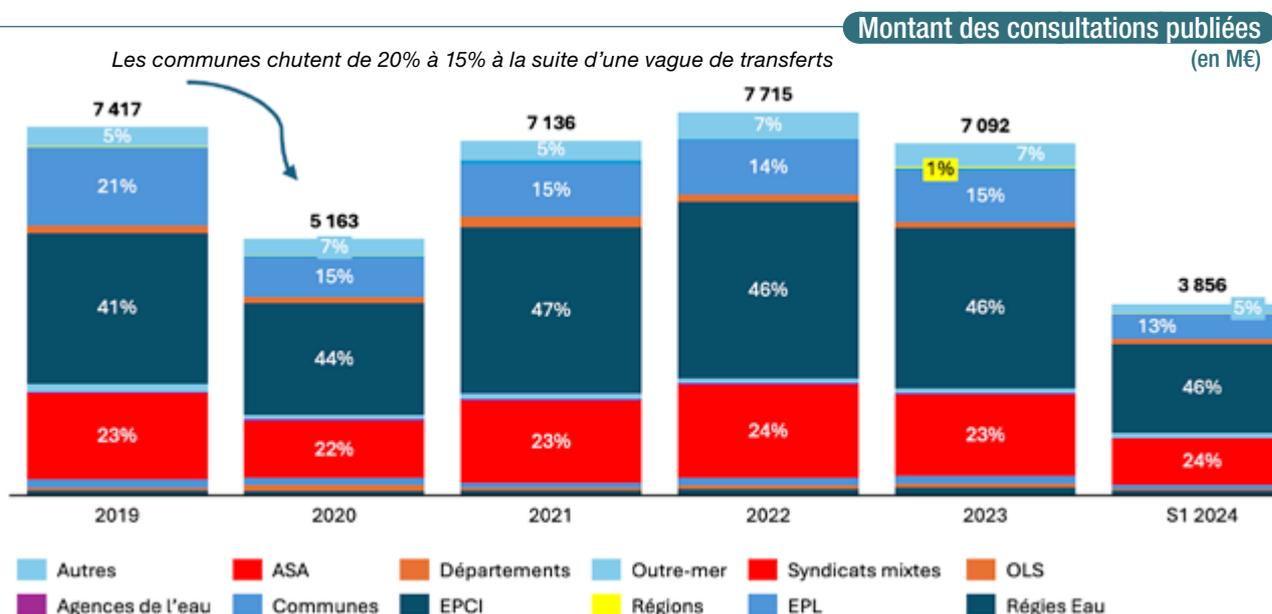
* Panorama du financement global de la politique de l'eau en France métropolitaine, Cercle français de l'eau, novembre 2024.

Une stabilité des forces en présence depuis 2020

Les équilibres entre donneurs d'ordre sont également figés depuis la dernière vague de transferts des compétences « eau potable » et « assainissement » en 2020,

et cette situation pourrait perdurer en l'absence d'obligation de transfert. De fait, les communes restent actrices des investissements liés au petit cycle de

l'eau, ne favorisant pas l'accélération de la commande publique constatée à date dans les zones où les transferts ont été les plus importants.

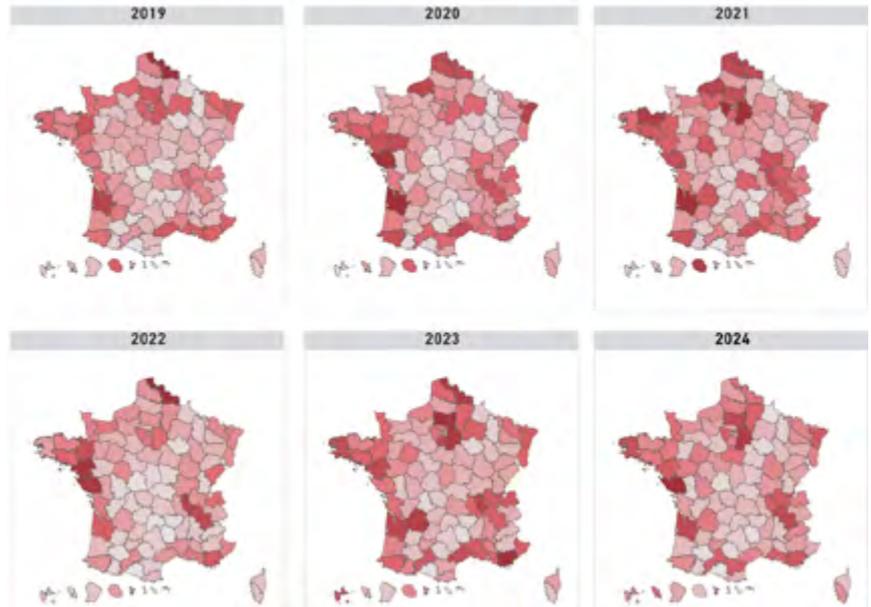


Des investissements liés au petit cycle concentrés dans les départements les plus dynamiques et intégrés

Les consultations liées au petit cycle de l'eau – moins polarisées que celles liées au grand cycle, voir ci-après – semblent plus présentes dans les départements à plus forte capacité d'investissement (bassins de population, départements dotés de gros syndicats mixtes et intercommunalités).

A contrario, la « diagonale du vide » se dessine : les communes isolées dans leurs investissements semblent porter moins de projets, alors que les besoins existent.

Évolution des consultations liées au petit cycle de l'eau par département (marchés publics de MOE et travaux)



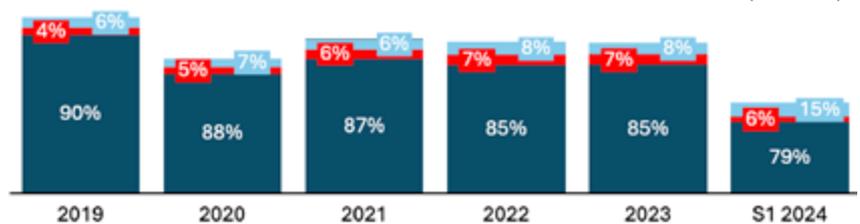
Plus la coloration du département est foncée, plus le montant des consultations est élevé.
Les niveaux sont définis chaque année en fonction des montants globaux et de leur répartition par lieu d'exécution (il n'y a pas de seuil fixe).

Un marché fortement atomisé

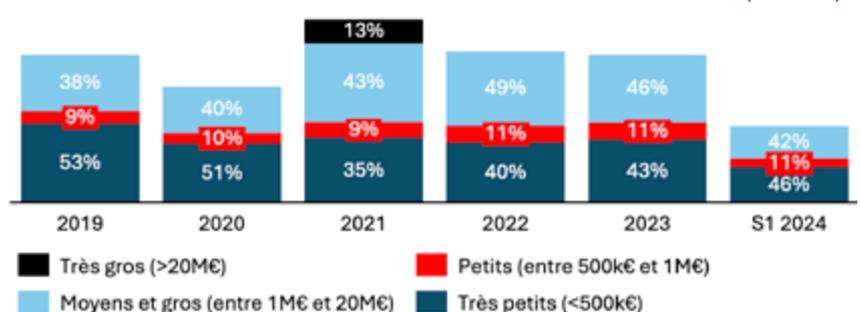
Sans concentration à venir des acteurs, comme à la suite de la précédente vague de transferts, la structure de marché actuelle, très atomisée (87 % de lots inférieurs à 500 K€, pour seulement 43 % des montants investis en 2023), devrait se maintenir.

Les grosses opérations (> 20 M€) concernent uniquement des marchés globaux de performance ou des Délégations de service public (DSP) non visibles sur ce graphique.

Répartition du nombre de lots par volume financier (hors DSP)



Répartition des montants engagés par lots et par volume financier (hors DSP)



De nouveaux besoins susceptibles de se traduire en projets dans les années à venir

Stabilité des investissements mais croissance des besoins

La stabilité de la commande publique contraste avec les injonctions à massifier les investissements dans le secteur pour répondre aux exigences de performance, comme d'adaptation aux effets du dérèglement climatique.

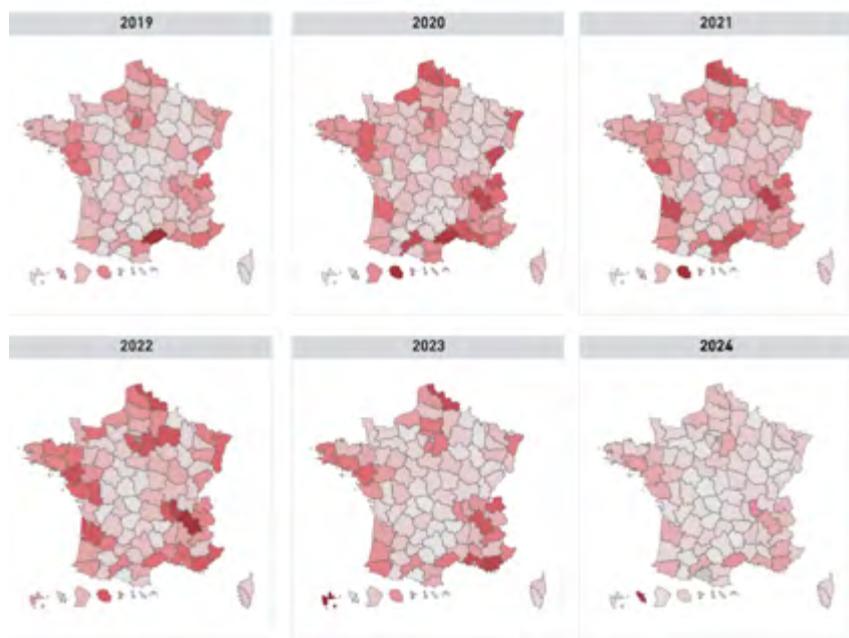
Polarisation des risques... et des besoins

Si la hausse des consultations liées au grand cycle de l'eau semble limitée en termes de montants, elle est particulièrement ciblée sur les territoires littoraux (dont outre-mer) et les vallées fluviales depuis 2020, territoires particulièrement exposés et touchés par les effets du dérèglement climatique (crues, inondations, sécheresses, recul du trait de côte).

Prémices

Par ailleurs, la Réutilisation des eaux usées traitées (REUT), facteur de préservation de la ressource et donc d'atténuation de certains des effets précédemment mentionnés, est hélas encore marginale au sein de la commande publique.

Évolution des consultations liées au grand cycle de l'eau par département (marchés publics de MOE et travaux)



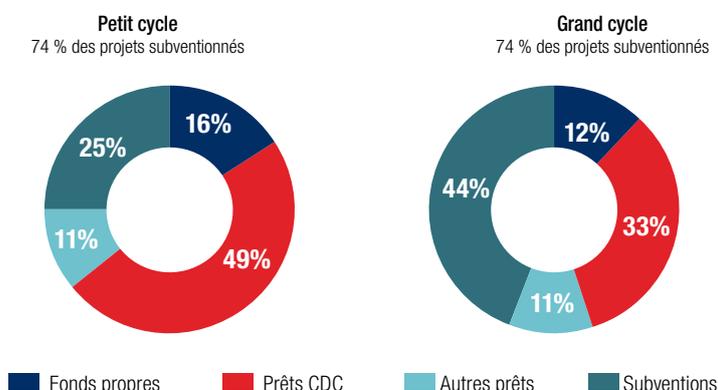
Plus la coloration du département est foncée, plus le montant des consultations est élevé.
Les niveaux sont définis chaque année en fonction des montants globaux et de leur répartition par lieu d'exécution (il n'y a pas de seuil fixe).

Spécificité des modèles économiques

Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes également intéressés aux modes de financement des projets à partir des données de la Banque des Territoires.

La proportion de projets subventionnés est la même pour le grand et le petit cycle de l'eau (74 %). En revanche, les opérations liées au grand cycle de l'eau sont moins fortement financées par de l'emprunt ou des fonds propres (fiscalité), mais plus fortement subventionnées : les acteurs publics ont plus de facilité à s'endetter sur le petit cycle de l'eau où le ROI est mesurable que sur le grand cycle de l'eau.

Analyse des plans de financement des projets financés par la Banque des Territoires



À noter un biais statistique :

L'analyse a été menée sur l'ensemble des projets financés par la Banque des Territoires, qui finance généralement une part plus élevée des projets que les autres banques, pouvant ainsi contribuer à surestimer la part des emprunts bancaires. Si la valeur peut être biaisée, la comparaison entre petit et grand cycle reste pertinente.

Effet d'entraînement prestations intellectuelles / travaux

Toutefois, nous pouvons conclure sur une note positive : la hausse des montants des marchés publics de prestations intellectuelles (ingénierie et MOE) traduit le besoin d'accompagnement des acteurs pour initier des projets qui verront le jour dans les prochaines années, selon l'effet d'entraînement entre la « montée en connaissance » et le passage à l'action constaté dans cette étude.

Analyse statistique des cohortes de collectivités locales signataires de consultations de prestations intellectuelles

Nombre d'acteurs ayant publié un marché public de prestations intellectuelles en ...

... et ayant publié un marché public de travaux en...

	TOTAL	... 2019	... 2020	... 2021	... 2022	... 2023
...2019	100%	50%	45%	49%	46%	45%
...2020	100%	50%	48%	56%	54%	53%
...2021	100%	40%	40%	50%	52%	50%
...2022	100%	39%	39%	47%	47%	50%
...2023	100%	38%	37%	45%	45%	45%

Lecture :

52 % des collectivités locales ayant publié un marché public de prestations intellectuelles en 2021 ont publié un marché public de travaux l'année suivante.

Vers une accélération des investissements ?

L'hypothèse de « gestation des projets » liés à l'eau semble confirmée par l'Observatoire de la transformation écologique de la Banque des Territoires. Les collectivités locales interrogées mentionnent la préservation de la ressource en eau comme une de leur priorité, sans forcément déclarer de travaux d'envergure associés.

Alors que les communautés urbaines et métropoles ont mis un frein à l'investissement en 2025, la dynamique d'accélération se poursuit pour les collectivités de taille moyenne, notamment sur le petit cycle de l'eau, avec un enjeu d'investissement pluri-annuel.

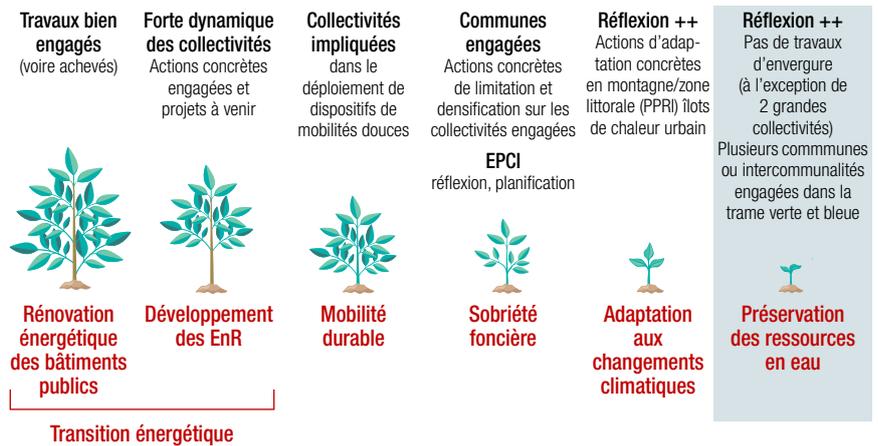
* « Les collectivités sur le chemin de l'engagement », Observatoire de la transformation écologique, Banque des Territoires, mars 2025.

Les domaines des projets TEE d'envergure

Votre collectivité a-t-elle lancé des projets significatifs s'inscrivant dans une démarche de transformation énergétique et écologique (de long terme) dans chacun des domaines suivants ?



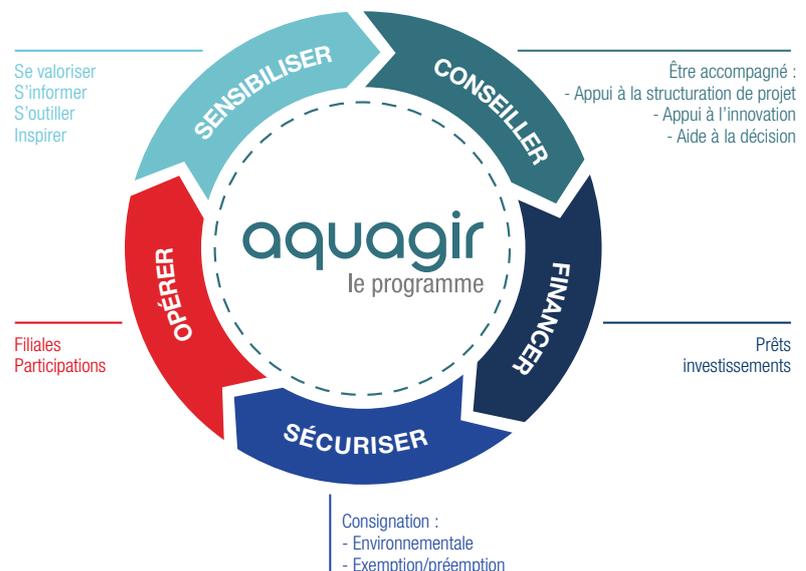
Niveau d'avancement des collectivités consultées par thématique



Source : Vérían - Baromètre Besoins des collectivités 2024 – base : 786 répondants

Pour passer à l'action, contactez dès à présent la Banque des Territoires qui agit au profit de la préservation de la ressource en eau, en quantité comme en qualité.

Continuum d'offres et de services proposé par le programme aquagir de la Banque des Territoires



Méthodologie

La Banque des Territoires a travaillé avec la société *Vecteur Plus* pour identifier au sein de la commande publique les consultations publiques traduisant des investissements dans le secteur de l'eau. Le périmètre suivant a été défini et observé entre 2019 et juin 2024 en France métropolitaine et outre-mer.

Sources

Appels d'offres publiés dans le cadre de la commande publique (BOAMP, JOUE, sources web, presse écrite, etc.).

70 % des appels d'offres sont récupérés via deux sources minimum.

Indicateurs retenus

Nombre de lots

Montant global – réels ou reconstitués à partir d'un modèle statistique nourri des avis d'attribution.

Type de consultation

Délégations de service public (DSP)

Marchés publics de prestations intellectuelles : maîtrise d'œuvre (MOE), ingénierie (assistance à maîtrise d'ouvrage, études pré-opérationnelles et opérationnelles)

Marchés publics de travaux (intègre les marchés globaux de performance)

Maîtres d'ouvrage

Collectivités locales
(tous niveaux, inclus les syndicats mixtes)

Régies Eaux

Autres
(agences, État, OFB, Entreprises publiques locales, etc.)

Classification milieux

Grand cycle : gestion des milieux et prévention des inondations (GEMAPI) et eaux pluviales

Petit cycle : infrastructures d'eau potable et d'assainissement

Ont été exclus :

les espaces marins, la Voirie et réseaux divers (VRD)

Périmètre métier

Toute consultation traduisant un **projet d'investissement** au sein du grand ou petit cycle de l'eau (selon les périmètres des milieux définis ci-contre)

Ont été exclus :

la maintenance, le curage, les relevés hydrographiques

Lexique

ASA : Association Syndicale Autorisée

BOAMP : Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics

DSP : Délégations de Service Public

EPL : Entreprises Publiques Locales

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

Grand cycle : Préservation de la qualité des milieux aquatiques GEMAPI avec l'aménagement de bassins hydrographiques, aménagement et entretien des cours d'eau, défense contre les inondations et protection et restauration des zones humides

JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne

MOE : Maîtrise d'Oeuvre

OFB : Office Français de la Biodiversité

OLS : Organismes de Logement Social

Petit cycle : Prélèvement de la ressource en eau, traitement, stockage, distribution, collecte des eaux usées, traitement et rejet dans le milieu naturel

PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation

REUT : Réutilisation des Eaux Usées Traitées

ROI : Retour sur investissement

TEE : Transition Energétique et Ecologique

VRD : Voirie et Réseaux Divers

Rejoignez le programme aquagir :



banquedesterritoires.fr

in   | @BanqueDesTerr